

Le Burkina Faso abandonne le coton OGM MONSANTO grâce au rapport « COPAGEN »

Du 28 au 30 avril dernier, s'est déroulée à Lorient la 2^{ème} édition des Rencontres Internationales des Résistances aux OGM. Elle faisait suite aux rencontres de 2016 qui s'étaient tenues à Ouagadougou, réunissant 11 nationalités d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Sud, avec des soutiens d'Asie et d'Océanie. Lorient, un port de débarquement de soja transgénique, était choisi par les organisateurs pour mettre en cause la mainmise des multinationales sur les semences agricoles, notamment à travers les Organismes Génétiquement Modifiés, OGM, et pour défendre la souveraineté alimentaire des peuples à travers la construction d'alternatives agro-écologiques. A cette occasion la Coalition Ouest-africaine pour la Protection du Patrimoine Génétique africain (la COPAGEN), en partenariat avec Inter Pares et le CCFD-Terre Solidaire, a publié une étude, sur 3 ans, intitulée : « Le coton Bt et nous – la vérité de nos champs ! ». Ce rapport dresse un constat accablant des conséquences, au Burkina Faso, de la culture du coton génétiquement modifié, mis au point par Monsanto. D'ailleurs, le gouvernement du Burkina Faso, l'an dernier, faisait volte-face en annonçant la fin du coton OGM et le retour aux pratiques traditionnelles, sous la pression de la société civile et de parlementaires.

En effet, après 3 ans de recherches sur le terrain, et le concours de 203 producteurs cotonniers, les études ont mis à mal les promesses faites par la multinationale. D'abord, sur les campagnes cotonnières 2014-2015 et 2015-2016, les rendements du coton Bt de Monsanto ont été inférieurs à ceux du coton traditionnel. Ensuite, les revenus des producteurs ont été également inférieurs, notamment en raison du prix élevé des semences. D'autre part, depuis 2015, du fait de l'infériorité de la qualité de la fibre, le coton a été difficilement commercialisable. Alors qu'il était donné comme résistant aux attaques des insectes, dans la durée, les producteurs ont dû à nouveau recourir aux pesticides, augmentant

encore par le fait le coût de la production. Bien entendu, les producteurs se sont aussi inquiétés de son impact sur la santé des populations et celle des animaux. Sans compter l'inquiétude concernant les impacts de ce type de culture sur l'environnement.

Ainsi Monsanto a dû reconnaître son échec vis-à-vis du gouvernement burkinabé et de la principale société cotonnière étatique Sofitex. Mais pour autant le Géant de la semence ne s'avoue pas vaincu, au contraire, il poursuit des recherches au Burkina Faso sur des plantes alimentaires comme le sorgho ou le maïs. Même, une variété transgénique de niébé, une légumineuse majeure pour la sécurité alimentaire de la région, serait déjà prête à la commercialisation pour le Ghana, le Burkina Faso et le Nigeria, dès 2018 ! Ainsi, si les États consentent à basculer dans le modèle des OGM, les paysans, qui forment la majorité de la population, vont devenir dépendants, pour leur nourriture, de l'achat de semences technologiques, et c'est tout un savoir-faire traditionnel basé sur la reproduction de semences villageoises qui sera en perdition. Sans oublier que cette agro-industrie prospère sur la monoculture en grandes parcelles. On voit déjà au Sénégal, au Ghana, au Togo, des investisseurs, notamment locaux, acheter des centaines d'hectares de terre à vil prix. Ce qui s'accompagne souvent de l'expulsion de petits agriculteurs, par ailleurs en général acquis à l'agroécologie. Et ce risque ne semble pas aujourd'hui clairement perçu au sein de la société. Or, il s'agit d'enrayer la menace d'une percée des OGM dans les cultures alimentaires, qui verrait la déstabilisation de pans entiers de la petite agriculture familiale. Comme pour l'affaire du coton, la COPAGEN s'emploie à mobiliser la population, les paysans, bien sûr, mais également les consommateurs, les coopératives, le collectif des acteurs de l'agroécologie, et les artistes, qui sont les médiateurs importants dans la divulgation des messages.